

## LE BILAN DE L'AIDE 2006 FAITS ET CHIFFRES

### TENDANCE DE L'AIDE DEPUIS LE 11 SEPTEMBRE

#### L'aide et la guerre en Afghanistan et en Irak

- En 2004, pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, les dépenses militaires ont dépassé un milliard de dollars US à l'échelle mondiale.
- Selon le *Rapport mondial sur le développement humain 2005*, la seule augmentation des dépenses militaires depuis 2000 aurait été plus que suffisante pour que tous les donateurs atteignent l'objectif de 0,7 p. 100 pour l'enveloppe de l'aide.
- L'aide publique au développement (APD) des États-Unis (É.-U.) n'équivalait qu'à 4 p. 100 des dépenses militaires en 2004, tandis que celle du Royaume-Uni représentait 17 p. 100 des dépenses militaires du pays.
- À ce jour, les affectations budgétaires pour la guerre en Irak ont atteint 320 milliards de dollars aux É.-U. L'« Opération Enduring Freedom » des É.-U. en Afghanistan a coûté bien au-delà de 100 milliards de dollars et ce pays dépense maintenant près de 10 milliards de dollars par mois en Irak et en Afghanistan.
- Les É.-U. consacrent 76 fois plus de fonds à leur guerre en Irak que le total de l'APD affectée à la santé, 196 fois plus que pour l'APD en éducation et 480 fois plus que les normes allouées aux services d'eau et d'hygiène publique à l'échelle mondiale.
- Les donateurs se sont engagés à verser 40,2 milliards de dollars pour les secours et le relèvement de l'Afghanistan et de l'Irak; en novembre 2005, ils avaient dépensé 16,7 milliards de dollars. Outre les décaissements au titre de l'aide, les donateurs avaient accepté, en novembre 2004, d'annuler jusqu'à 80 p. 100 de la dette de l'Irak, qui atteignait près de 40 milliards de dollars.
- Depuis 2001, les budgets de l'aide des É.-U. et du R.-U. combinés ont augmenté de 22 milliards de dollars. Le tiers de cette augmentation a été affectée à l'Afghanistan et à l'Irak.

#### Dépenses des É.-U. pour les forces armées et la guerre contre le terrorisme

- Presque toutes les hausses de l'assistance des É.-U. (militaire, économique et aide) de 2002 à 2004 (quelque 20 milliards de dollars) ont été accordées à des pays d'importance stratégique au Moyen-Orient et dans la Vallée fertile (Israël, Égypte, Irak et Turquie) ainsi qu'à l'Afghanistan et à ses voisins.
- Cette somme de 20 milliards de dollars pour les pays d'importance stratégique est à peu près équivalente au total de l'aide versée par les É.-U. au reste du monde.
- Parmi les 47 pays à faible revenu, ceux qui sont considérés comme de proches alliés des É.-U. dans la « guerre contre le terrorisme » ont reçu 90 p. 100 de l'aide militaire et policière consentie par les É.-U. entre 2000 et 2004.
- L'assistance militaire des É.-U. à l'Asie a augmenté de 1 614 p. 100 de 2000 à 2003, le gros de l'aide étant allé au Pakistan, à l'Indonésie et aux Philippines.

## TENDANCE GÉNÉRALE DE L'AIDE

### Diminution de l'aide des donateurs aux pays « peu performants »

La Banque mondiale estime que, de 1992 à 2002, les pays qu'elle qualifie de « peu performants » ont reçu 43 p. 100 **moins** d'aide que ne le laissaient prévoir leur niveau de pauvreté et la taille de leur population.

- Ces pays reçoivent moins d'aide malgré le fait qu'entre 28 et 35 p. 100 de leur population vit, selon les estimations, avec moins de 1 \$ par jour, qu'une personne sur trois est malnutrie et que jusqu'à 50 p. 100 des enfants meurent avant l'âge de cinq ans.

### L'écart de la générosité se creuse

- Depuis 1961, la richesse par habitant a augmenté d'environ 230 p. 100, tandis que l'aide par personne n'a augmenté que de 50 p. 100. Les pays donateurs sont suffisamment riches pour atteindre l'objectif d'aide de l'ONU, soit 0,7 p. 100 du revenu national brut (RNB).

### Atteindre 0,7 p. 100 d'ici à 2015

- En 2005, cinq donateurs ont atteint ou dépassé ce pourcentage (le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède).
- Six donateurs ont déclaré leur intention d'atteindre 0,7 p. 100 avant 2015 (la Belgique, la France, l'Irlande, le Royaume-Uni, la Finlande et l'Espagne). En mai 2005, l'Union européenne (UE) s'est fixée un objectif collectif moyenne de 0,7 p. 100 d'ici à 2015, assortie d'une cible intermédiaire de 0,56 p. 100 en moyenne d'ici 2010. L'engagement collectif de l'UE est fondé sur un engagement minimum des 15 « anciens » États membres à atteindre 0,51 p. 100 et sur un engagement moyen de 0,17 p. 100 pour les 10 « nouveaux » États membres.

### Augmentations trompeuses de l'aide

- En 2005, l'APD a augmenté de 31 p. 100 ou de 26,9 milliards de dollars, pour passer à 106,5 milliards de dollars. Toutefois, 85 p. 100 de cette augmentation de 26,9 milliards de dollars (soit 22,9 milliards de dollars) représentait la valeur nominale des dettes annulées, surtout celles de l'Irak et du Nigeria. Lorsqu'on soustrait cette somme, l'augmentation réelle des dépenses au titre de l'aide n'est pas de 31 p. 100 mais de seulement 9 p. 100.
- Si l'on exclue l'annulation de la dette, dans certains pays, tels le Danemark et l'Allemagne, le budget de l'aide a été en fait inférieur, en 2005, à celui de 2004.
- Les pays donateurs n'en font pas suffisamment pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement des Nations unies d'ici à 2015. À l'heure actuelle, l'écart du financement est estimé à 50 milliards de dollars. Si rien ne change, cet écart atteindra environ 75 milliards de dollars d'ici à 2015.

### La qualité de l'aide ne s'améliore pas

- L'aide à l'Afrique subsaharienne, comme proportion du total de l'APD à l'échelle mondiale, est passée de 25 p. 100, en 2000, à 33 p. 100, en 2004. Toutefois cette proportion de 33 p. 100 signifie que les budgets de l'aide à l'Afrique subsaharienne sont revenus au point où ils en étaient en 1990. Près de la moitié de cette augmentation tient à l'annulation de la dette.

- Selon le CAD, la proportion de l'aide liée est passée, de 41 p. 100 en 1990 à un creux de 9 p. 100 en 2004. Ces chiffres sont trompeurs. En incluant l'assistance technique et l'aide alimentaire, qui sont étroitement liées à des achats dans les pays donateurs, en 2004, plus de 36 p. 100 de l'aide restait liée. Ce chiffre demeure une sous-estimation puisque les États-Unis ne rendent pas compte de l'aide liée : qui est à estimée 72 p. 100 de leur APD.
- La proportion de l'aide bilatérale prise en charge localement diminue. En retranchant le financement affecté à la coopération technique sous la direction des donateurs, aux réfugiés dans les pays donateurs, aux frais des étudiants étrangers dans les pays donateurs, au coût de l'aide liée, des secours d'urgence et de l'administration, qui n'ont souvent que peu à voir avec le développement dans le pays même, les partenaires des pays pauvres n'avaient accès qu'à seulement 32 p. 100 de l'aide bilatérale, en 2004, pour mettre en œuvre leurs propres stratégies de développement, ce qui marque une baisse par rapport aux 39 p. 100 atteints en 2000. Dans l'ensemble, les donateurs ne font qu'appuyer du bout des lèvres les principes de « prise en charge locale » du développement.